



Jeudi 25 juin 2009

Lettre ouverte à Thanh Le Luong, directrice générale de l'INPES

Madame,

L'été approche et à notre connaissance, aucune campagne de prévention ciblée gay n'est prévue par l'INPES. Le groupe d'experts prévention homo ne s'est pas réuni depuis au moins deux ans, période durant laquelle l'INPES n'a pas réalisé de telle campagne. Deux appels d'offres n'ont pas abouti pour d'obscures raisons. Enfin, nous nous inquiétons de la possible réintégration des crédits des campagnes homos dans une enveloppe financière globale et non plus spécifique, ainsi que du peu de transparence de l'INPES quant aux moyens attribués à ces campagnes.

Ce n'est pourtant pas faute de vous avoir alertée, à plusieurs reprises, ainsi que les responsables de la communication de l'INPES. Nous constatons que rien n'avance sur le front de la prévention gay. Et nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre les recommandations d'un groupe d'experts sur les nouvelles approches de prévention [mission pilotée par France Lert et Gilles Pialoux sur commande du Ministère de la Santé] : relancer la prévention parmi la population gay est urgent. En deux ans d'inaction de l'INPES, près de 4500 homos se sont contaminés¹. Combien en faudra-t-il encore pour que vos services réagissent et que des campagnes ciblées et explicites voient le jour ?

Si vous manquez d'idées, nous vous fournissons aujourd'hui des exemples de campagnes, en placardant et en diffusant dans les lieux communautaires des affiches liées à la prévention, sur deux stratégies de "réduction des risques" de contraction du virus que sont d'une part les rapports non protégés avec des personnes de statut sérologique supposé identique et d'autre part le récent avis du Conseil national du sida (CNS) sur "l'intérêt du traitement comme outil novateur de lutte contre l'épidémie de sida"² qui a fait l'objet d'extrapolations. Cela devrait être de votre ressort et non du nôtre.

Act Up-Paris exige :

- que vous vous engagiez à ce que l'INPES investisse avant la fin 2009 l'intégralité des crédits qui devaient être attribués à la réalisation de campagnes ciblées homo dans des campagnes de prévention gay ces dernières années ;
- que l'INPES lance des campagnes d'information sur le TPE, la primo-infection (symptômes et alertes sur le nombre de contaminations ayant lieu dans ce contexte), les risques de co-infection et de sur-infection pour les séropositifs, la valorisation de l'utilisation du préservatif (pour soi, mais aussi plus généralement dans la lutte contre le sida, donc pour la communauté homo) ;
- qu'un nouvel appel d'offre spécifique communication homo soit relancé et attribué à une agence de communication compétente, au plus vite ;
- que le travail du groupe d'experts homo soit relancé et que les associations de lutte contre le sida soient consultées dans l'élaboration de ces campagnes, et non simplement "averties" ;
- que l'hypothèse d'une corrélation positive entre les discours de réduction des risques tenus depuis des années et l'augmentation parallèle des pratiques à risque et des contaminations ne soit plus forclosée.

Recevez, madame la directrice générale, l'expression de notre profonde colère.

Act Up-Paris

¹ 6500 contaminations par an en France, dont 1/3 d'homosexuels.

² <http://www.cns.sante.fr/spip.php?article294>